CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

La Chambre en ligne

52e législature

du 22/02/2010 au 26/02/2010 88

Présidence

MARDI, 23 FÉVRIER 2010

RENCONTRE ENTRE L'AMBASSADEUR DE FRANCE ET LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Le mardi 23 février 2010, M. Patrick Dewael, président de la Chambre des Représentants, a reçu Mme Michèle Boccoz , ambassadeur de France à Bruxelles.

Après avoir effectué un rapide tour d'horizon de l'actualité française (proximité des élections régionales, réformes sociales en chantier, notamment dans le secteur des pensions), Mme l'ambassadeur Boccoz, en poste à Bruxelles depuis septembre 2009, s'est enquise auprès du président de la Chambre de la situation en Belgique.

Le président de la Chambre, M. Dewael, a déclaré que la Belgique est confrontée à d'énormes défis sociaux et économiques, dans les domaines des pensions et de la compétitivité par exemple.
Pour pouvoir relever ces défis dans des conditions idéales, il est indispensable, a poursuivi le président de la Chambre, de régler définitivement les problèmes communautaires les plus brûlants parmi lesquels la question de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde et ce de préférence avant la présidence belge de l'Union européenne: notre pays ne peut en effet se payer le luxe d'une crise communautaire pendant la présidence de l'Union européenne.
Une fois la question de BHV réglée, il sera enfin possible de rendre plus performantes les structures de l'État belge en renforçant notamment la responsabilité fiscale des Communautés et des Régions.

Interrogé par Mme l'ambassadeur Boccoz sur les priorités de la présidence belge de l'Union européenne, le président de la Chambre, M. Dewael a répondu qu'une attention toute particulière serait très certainement réservée à la crise économique, à la stabilisation des institutions européennes et au problème de l'immigration.

Pour terminer, Mme l'ambassadeur Boccoz a indiqué qu'au cours des prochains mois, la France ne manquerait pas d'œuvrer à l'amélioration de la coopération transfrontalière.

Commissions

"Fraude fiscale"

GROUPE DE TRAVAIL "FRAUDE FISCALE"

Président : M. François-Xavier de Donnea

- **LUNDI 22 FÉVRIER 2010**

1. Examen des avis du Conseil d'État sur les propositions de loi relatives à la création d'un Comité F (Doc. n°s 1348/1 et 2, 2210/1 à 3 et 2316/1 et 2).

- Un échange de vues a eu lieu.

2. Ordre des travaux.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

- **LUNDI 22 FÉVRIER 2010**

La catastrophe ferroviaire de Buizingen - La politique en matière de sécurité du groupe SNCB.

Exposés de :
- M. Marc Descheemaecker (administrateur délégué de la SNCB);
- M. Luc Lallemand (administrateur délégué d'Infrabel);
- M. Jannie Haek (administrateur délégué du Holding SNCB).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques est également intervenue.
- Sont également intervenus : MM. Jan Mortelmans, David Lavaux, Jef Van den Bergh, David Geerts, Mme Camille Dieu, MM. Stefaan Van Hecke, Daniel Bacquelaine, Ludo Van Campenhout, Patrick De Groote, Ronny Balcaen et Paul Vanhie.

- **MERCREDI 24 FÉVRIER 2010**

Questions jointes à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur la catastrophe ferroviaire de Buizingen et la politique en matière de sécurité du groupe SNCB :

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la collision de trains qui s'est produite à Buizingen" (n° 19612).

- Question de M. Bruno Stevenheydens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accident ferroviaire à Buizingen” (n° 19616).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au secrétaire d’État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur “l’accident ferroviaire à Buizingen” (n° 19617).
- Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la catastrophe ferroviaire de Buizingen (Hal)” (n° 19623).
- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la catastrophe ferroviaire de Buizingen” (n° 19642).
- Question de Mme Valérie De Bue à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la grève des conducteurs” (n° 19651).
- Questions de Mme Valérie De Bue à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accident ferroviaire de Hal” (n°s 19652 et 19662).
- Question de M. Ludo Van Campenhout à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les investissements en matière de sécurité à la SNCB" (n° 19658).
- Question de Mme Valérie De Bue à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les efforts de sécurité sur le rail belge” (n° 19661).
- Question de M. Olivier Destrebecq à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’installation d’un système de sécurité sur les trains de marchandises” (n° 19675).
- Question de M. Olivier Destrebecq à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'emplacement des signaux le long des lignes de chemin de fer" (n° 19676).
- Question de Mme Juliette Boulet à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accident de Halle” (n° 19683).
- Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les problèmes de sécurité sur le réseau de la SNCB” (n° 19689).
- Question de Mme Camille Dieu à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la sécurisation du réseau ferroviaire et l’augmentation inquiétante de feux rouges grillés” (n° 19696).
- Question de Mme Camille Dieu à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la politique d’embauche du groupe SNCB à la suite de la catastrophe du 15 février” (n° 19697).
- Question de Mme Linda Musin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la mise sur pied d’un accompagnement psychologique pour le personnel du groupe SNCB” (n° 19700).
- Question de M. Eric Thiébaut à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la catastrophe ferroviaire de Halle” (n° 19701).
- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la problématique des conducteurs de locomotives” (n° 19704).
- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la problématique de la sécurité des trains et les réorientations budgétaires au sein de la SNCB” (n° 19705).
- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le changement d’urgence des programmes d’investissements de la SNCB” (n° 19706).
- Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les questions de sécurité sur le rail belge” (n° 19711).
- Question de Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accident de Buizingen et les conséquences à en tirer en matière de conditions de travail et de gestion du personnel” (n° 19720).
- Question de M. David Lavaux à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la tragédie de Buizingen” (n° 19733).

- Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’accident de train survenu à Buizingen” (n° 19735).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 3 mars 2010.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➢ **MARDI 23 FÉVRIER 2010**

1. Question de Mme Muriel Gerkens au vice-premier ministre et ministre du Budget sur “le non-respect de la répartition entre l’État fédéral et entités fédérées en 2011 dans le nouveau programme de stabilité” (n° 19275).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

2. Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre du Budget sur “l’inquiétude croissante des marchés financiers à propos de la situation budgétaire de la Belgique” (n° 19328).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

3. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre du Budget sur “les opérations de sale-and-lease-back concernant des bâtiments publics” (n° 19316).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

4. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre du Budget sur “le remboursement anticipé de la garantie de l’État accordée à Dexia” (n° 19443).

- Le vice-premier ministre et ministre du Budget a répondu.

➢ **MERCREDI 24 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l’Énergie sur “l’avantage fiscal octroyé lors d’investissements dans des mesures d’économie d’énergie” (n° 19054).

- Le secrétaire d’Etat à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

2. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la pénalisation fiscale des véhicules équipés au LPG" (n° 19055).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, a répondu.

3. Projets de loi joints :
- Projet de loi visant à compléter les mesures de redressement applicables aux entreprises relevant du secteur bancaire et financier, n° 2406/1.
- Projet de loi complétant, en ce qui concerne les voies de recours, la loi du ... visant à compléter les mesures de redressement applicables aux entreprises relevant du secteur bancaire et financier, n° 2407/1.

- Rapporteur : M. Hendrik Daems.
- Des amendements (au projet n° 2406/1) ont été déposés par MM. de Donnea, Van Biesen, Mayeur, Bogaert, George et De Potter. Ils ont tous été adoptés.
- Les articles 1er à 36, tels qu'ils ont été amendés, ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi n° 2406/1, tel qu'il a été amendé et y compris les corrections d'ordre légistique, a été adopté par 13 voix contre 1 et 1 abstention.
- Les articles 1er à 7, ainsi que l'ensemble du projet de loi n° 2407/1 ont été successivement adoptés par 13 voix et 2 abstentions.

4. Projet de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses, n° 2408/1.

- Des amendements ont été déposés par M. Gilkinet, Mme Almaci et MM. Van Biesen, De Potter, Hamal, Waterschoot, George et Mayeur.

5. Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la rectification de la cotisation énergie sur le gaz naturel de 2007 à 2009 pour les communes" (n° 19089).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de Mme Karine Lalieux au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'assurance auto" (n° 19109).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déclaration à l'impôt des personnes physiques" (n° 19137).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le recrutement d'étudiants jobistes" (n° 19138).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Questions jointes :
- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la présence éventuelle de contribuables belges sur les listings bancaires suisses achetés par l’État allemand” (n° 19182).
- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les informations bancaires fournies par les paradis fiscaux” (n° 19186).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Questions jointes :
- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les données bancaires suisses” (n° 19361).
- Question de M. Luk Van Biesen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les nombreuses conventions fiscales” (n° 19420)

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de Mme Sofie Staelraeve au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “Belgacap” (n° 19193).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les prêts interbancaires entre filiales et maisons-mères” (n° 19237).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le budget du personnel du SPF Finances” (n° 19254).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la vente de produits interdits par le Fin Shop” (n° 19327).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la possibilité pour les entreprises de contracter des assurances-vie à leur profit sur les travailleurs” (n° 19304).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Questions jointes :
- Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’absence de vue d’ensemble sur l’apurement des déclarations en douane” (n° 19302).
- Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le malaise qui règne au sein de l’administration des Douanes et Accises” (n° 19307).
- Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le décompte final des droits d’importation 2007” (n° 19308).

- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les conséquences du mauvais fonctionnement des douanes et accises sans papier” (n° 19376).
- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le décompte européen des droits d’importation” (n° 19377).
- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le malaise au sein des services de douanes et l’échec du PDLA dans le port d’Anvers” (n° 19419).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 3 mars 2010.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➢ **MARDI 23 FÉVRIER 2010**

1. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au secrétaire d’État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “le délai de traitement des dossiers” (n° 17251).

- Le secrétaire d’État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

2. Question de M. Jenne De Potter au secrétaire d’État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “l’accessibilité des festivals aux personnes handicapées” (n° 18031).

- Le secrétaire d’État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

3. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “les chiens d’assistance” (n° 18111).

- Le secrétaire d’État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

4. Question de Mme Valérie De Bue au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'augmentation du nombre de cartes de stationnement pour personnes handicapées" (n° 18357).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

5. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem au secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'octroi d'une carte de stationnement aux patients atteints de la maladie de Crohn" (n° 19292).

- Le secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des Personnes handicapées, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 2 mars 2010.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Sonja Becq

- **MARDI 23 FÉVRIER 2010**

1. Exposé du ministre de la Justice sur une note concernant la politique criminelle et la politique de l'exécution des peines.

- Un échange de vues a eu lieu.

2. Projet de loi modifiant le Code judiciaire, relatif au huis clos en matière familiale, n°s 2380/1 et 2
- Transmis par le Sénat.
Amendements de Mme Lahaye-Battheu.
Proposition de loi jointe :
- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'instauration de l'audience à huis clos en matière familiale et l'audition de mineurs, n° 1603/1.

- Rapporteur : Mme Els De Rammelaere.
- Exposé introductif de Mme Sabien Lahaye-Battheu concernant la proposition de loi n° 1603/1.
- La discussion a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par Mme Lahaye-Battheu et consorts.

3. Proposition de loi (Raf Terwingen, Mia De Schamphelaere, Mark Verhaegen, Sonja Becq) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'autorisation pour une constitution de partie civile dans le cadre de la tutelle, n° 1838/1.

Rapport fait au nom de la sous-commission Droit de la Famille par Mme Valérie Déom.

- Rapporteur : M. Thierry Giet.
- La discussion a eu lieu.
- Les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du texte a été adopté par 10 voix et 2 abstentions.

➢ **MERCREDI 24 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Peter Luykx au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le langage utilisé et les groupes haineux sur Facebook" (n° 18163).

- Le ministre de la Justice a répondu.

2. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "l'arriéré judiciaire auprès des tribunaux de la jeunesse du Limbourg" (n° 18658).

- Le ministre de la Justice a répondu.

3. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "le stockage des pièces à conviction" (n° 18875).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "le coût de la prison de Tilburg." (n° 18902).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la concertation avec les syndicats du personnel pénitentiaire" (n° 18903).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de Mme Françoise Colinia au ministre de la Justice sur "la vente et l'utilisation d'airsofts" (n° 18995).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Interpellation de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les critiques formulées à l'encontre de la loi réprimant le racisme" (n° 412).

- Le ministre de la Justice a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par M. Bert Schoofs.
- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Mia De Schamphelaere.

8. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "le système d'internement" (n° 19200).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’état de la situation en ce qui concerne les procédures disciplinaires” (n° 19059).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la réquisition du parquet contre Guido Van Wymersch” (n° 19060).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la gestion du personnel au sein de l’administration pénitentiaire” (n° 19064).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “l’évaluation et la sensibilisation à la médiation” (n° 19105).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “le protocole de collaboration” (n° 19110).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l’affaire Stanislas Matthys” (n° 19118).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Questions jointes :
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la grève au centre fermé pour le placement de mineurs à Everberg” (n° 19161).
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “le manque d’effectifs dans le centre pour jeunes délinquants d’Everberg” (n° 19413).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “les mesures relatives à la détention préventive” (n° 19181).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Questions jointes :
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “le transfert de détenus belges à Tilburg” (n° 19210).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la menace d’émeutes dans la prison de Tilburg” (n° 19804).

- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “les détenus dans la prison de Tilburg” (n° 19819).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de M. Koen Bultinck au ministre de la Justice sur “une fraude aux chèques-repas” (n° 19211).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Questions jointes :
- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “le dossier des tueurs du Brabant” (n° 19212).
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l’enquêteur écarté de l’enquête sur les tueries du Brabant” (n° 19244).
- Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “l’enquête sur les tueurs du Brabant” (n° 19803).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “les groupes de travail chargés de se pencher sur la question de la sécurité des gardiens de prison” (n° 19213).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “l’arrêté royal du 10 août 1998 en matière d’établissement de règles et barèmes relatifs à la fixation des frais et honoraires des curateurs” (n° 19236).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Questions jointes :
- Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Justice sur “une analyse ADN à grande échelle dans le cadre des recherches pour identifier un violeur en série” (n° 19239).
- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “les analyses ADN dans le cadre d’une enquête judiciaire” (n° 19282).

- Le ministre de la Justice a répondu.

23. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “les versions civiles des uzis et kalashnikovs” (n° 19260).

- Le ministre de la Justice a répondu.

24. Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “l’abandon de famille” (n° 19262).

- Le ministre de la Justice a répondu.

25. Questions jointes :
- Question de Mme Sofie Staelraeve au ministre de la Justice sur “les démarcheurs publicitaires” (n° 19332).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “les pratiques usuraires d’un rabatteur publicitaire allemand” (n° 19444).

- Le ministre de la Justice a répondu.

26. Questions jointes :
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “les mesures de sécurité supplémentaires prises pour le transport vers la prison de Tilburg” (n° 19359).
- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “Tilburg, état de la situation” (n° 19621).

- Le ministre de la Justice a répondu.

27. Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “les données bancaires suisses” (n° 19366).

- Le ministre de la Justice a répondu.

28. Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “la profession d’huissier de justice” (n° 19378).

- Le ministre de la Justice a répondu.

29. Questions jointes :
- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “la prison de Haren” (n° 19396).
- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “le projet de prison à Haren” (n° 19440).

- Le ministre de la Justice a répondu.

30. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’attitude du parquet concernant l’accusation de manipulation des prix du gaz formulée par la CREG” (n° 19499).

- Le ministre de la Justice a répondu.

31. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la lutte contre les mariages de complaisance” (n° 19501).

- Le ministre de la Justice a répondu.

32. Questions jointes :
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la concertation avec les huissiers d’audience” (n° 19509).
- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “la circulaire n° 154” (n° 19572).

- Le ministre de la Justice a répondu.

33. Question de Mme Françoise Colinia au ministre de la Justice sur “l’accompagnement par les maisons de justice des condamnés à des peines de travail” (n° 19567).

- Le ministre de la Justice a répondu.

34. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “la condamnation de l’officier de l’état civil à payer une indemnité de procédure dans le cadre d’une procédure contre le refus de célébrer un mariage” (n° 19575).

- Le ministre de la Justice a répondu.

35. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “les initiatives en matière de justice annoncées dans le plan national de sécurité” (n° 19599).

- Le ministre de la Justice a répondu.

36. Questions jointes :
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la libération du meurtrier de l’agent de police Marc Munten” (n° 19627).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “la détention sous surveillance électronique de M. Mohamed Hammani” (n° 19631).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “la surveillance électronique pour Mohamed Hammani” (n° 19774).

- Le ministre de la Justice a répondu.

37. Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “les plaintes collectives en dommages et intérêts” (n° 19640).

- Le ministre de la Justice a répondu.

38. Questions jointes :
- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “les mineurs détenus trop longtemps” (n° 19644).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “la détention des délinquants mineurs” (n° 19646).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le trop long enfermement de jeunes” (n° 19722).

- Le ministre de la Justice a répondu.

39. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “l’état de la situation en ce qui concerne les mesures relatives à la sécurisation des prisons” (n° 19668).

- Le ministre de la Justice a remis une réponse écrite.

Prochaine réunion : mardi 2 mars 2010.

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidente : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

➢ **MARDI 23 FÉVRIER 2010**

1. Projets de loi joints :
- Projet de loi relatif à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (I), n°s 2240/1 à 4.
  Amendements de Mme Smeyers, de M. Bultinck et consorts, de Mme Gerkens et consorts, de Mme Avontroodt et consorts, de Mme Lambert et consorts et de M. Goutry et consorts.
- Projet de loi modifiant le Code judiciaire dans le cadre de la loi du ... relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (II), n° 2241/1.

(Deuxième lecture, approbation du rapport, vote sur l'ensemble). (Rapporteur : Mme Colette Burgeon).

- Co-rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert.
- La commission a pris connaissance des remarques du service juridique.

Projet de loi n° 2240
- La commission confirme le vote sur les amendements en première lecture.
- L'ensemble du projet, tel qu'amendé et y compris les corrections techniques d'ordre légistique, est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

Projet de loi n° 2241
- L'ensemble du projet, y compris les corrections techniques d'ordre légistique, est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

- Le rapport est adopté à l'unanimité.

2. État des lieux de la grippe A/H1N1 :

- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les suites de l'épidémie de grippe A/H1N1" (n° 18132).
- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la deuxième vague de grippe A/H1N1 aux États-Unis" (n° 18525).
- Question de M. Kristof Waterschoot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le budget consacré à la lutte contre la grippe mexicaine" (n° 18573).
- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'avenant au contrat d'achat des vaccins contre la grippe A/H1N1 avec GlaxoSmithkline" (n° 19732).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu aux questions.
- Un échange de vues a eu lieu.

3. Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des articles 2 et 3 de la loi du 16 octobre 2009 accordant des pouvoirs au Roi en cas d'épidémie ou de pandémie de grippe, n° 2386/1.

- Rapporteur : M. Jean-Jacques Flahaux.
- La discussion a été clôturée.
- Les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi a été adopté par 10 voix et 1 abstention.

4. Projet de loi complétant la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient, en vue d'assurer davantage sa publicité - Transmis par le Sénat, n° 2323/1.

- Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem.
- La discussion a été entamée.

5. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'organisation du service de garde des pharmacies" (n° 18603).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Question de Mme Josée Lejeune à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les listes d'attente de transplantation" (n° 18608).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

7. Questions jointes :
- Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le financement des hôpitaux" (n° 18789).
- Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la simplification des factures d'hôpital" (n° 19155).
- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "une transparence accrue des factures d'hôpital" (n° 19177).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Questions jointes :
- Question de Mme Tinne Van der Straeten à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les subsides accordés au centre Wiels dans le cadre de Beliris" (n° 19034).

- Question de Mme Tinne Van der Straeten à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les subsides pour Wiels dans le cadre de Beliris" (n° 19766).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

9. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le traitement de la neurosyphilis" (n° 19090).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

10. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la reconnaissance de la maladie hépatique de Crigler-Najjar" (n° 19150).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

11. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'hypertension et les problèmes cardiaques constatés chez les jeunes" (n° 19151).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

12. Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nouveau traitement du cancer du sein" (n° 19153).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

13. Questions jointes :
- Question de M. Flor Van Noppen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la liste positive des reptiles" (n° 19171).
- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la détention de rapaces" (n° 19351).

14. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la mesure du ministre flamand Jo Vandeurzen concernant les délais d'attente en matière de soins ambulatoires pour les jeunes" (n° 19184).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

15. Question de Mme Hilde Vautmans à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la visite de la ministre au Congo" (n° 19267).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

16. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre croissant de jeunes qui fabriquent eux-mêmes leurs drogues" (n° 19269).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

17. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le financement des soins infirmiers à domicile" (n° 19284).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

18. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les allocations pour les patients souffrant de la maladie de Crohn et de colite ulcéreuse" (n° 19293).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

19. Questions jointes :
- Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "un examen d'admission à la profession de kinésithérapeute" (n° 19341).
- Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les questions ouvertes concernant la kinésithérapie" (n° 19342).
- Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la réélection du Conseil national de la kinésithérapie" (n° 19343).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

20. Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'usage de médicaments en tant que drogue favorisant l'étude" (n° 19431).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

21. Question de Mme Françoise Colinia à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'utilisation du titre de 'clinique'" (n° 19432).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

22. Question de Mme Françoise Colinia à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le laser, traitement médical proposé par les non-médecins" (n° 19433).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

23. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'opinion du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme à propos du port du voile au cours du stage de l'art infirmier" (n° 19453).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

24. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'application des quotas de médecins" (n° 19476).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

25. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les résultats de la campagne nutrition-santé" (n° 19483).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

26. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les risques de santé publique en matière de lutte contre le tabac" (n° 19484).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

27. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement du médicament Myozyme pour les patients souffrant de la maladie de Pompe" (n° 19488).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

28. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le contrôle sur le respect de l'interdiction de fumer dans les entreprises" (n° 19654).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

- **MARDI 23 FÉVRIER 2010**

1. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les différentes modalités de paiement prévues par les contrats d'adhésion" (n° 19463).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

2. Questions jointes :
- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les concessions pour les parcs éoliens en mer du Nord" (n° 19633).
- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le retard dans la construction de parcs éoliens" (n° 19638).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'étude d'EDORA" (n° 19634).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le cumul de mandats d'un haut fonctionnaire de l'État belge" (n° 19707).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les conditions et les modalités de l'accord liant la direction de l'Energie à l'Agence Internationale de l'Energie" (n° 19712).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question n° 19752 de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les isotopes médicales à irradiation radioactive faible" (n° 19752).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Propositions de résolution jointes :
- Proposition de résolution (Thérèse Snoy et d'Oppuers, Georges Gilkinet, Meyrem Almaci, Wouter De Vriendt, Josy Arens, Colette Burgeon, Isabelle Tasiaux-De Neys) visant à assurer la survie et la continuité d'une production laitière durable et de qualité en Belgique, n° 2040/1 et 2.
- Proposition de résolution (Koen Bultinck, Peter Logghe, Bart Laeremans) relative à la crise dans le secteur agricole et horticole, n° 2342/1.

- Rapporteur : M. David Clarinval.
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers et MM. Peter Logghe, Jos Arens, Philippe Blanchart, David Clarinval et Bart Laeremans.

8. Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Yolande Avontroodt, Carina Van Cauter, Hilde Vautmans) modifiant la loi du 29 août 1988 relative au régime successoral des exploitations agricoles en vue d'en promouvoir la continuité, afin de préciser le droit de reprise, n° 539/1.

- Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz.
- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenus : Mme Sabien Lahaye-Battheu, M. Gerald Kindermans et Mme Nathalie Muylle.

9. Proposition de résolution (Josy Arens, Maxime Prévot, Joseph George, David Lavaux, Isabelle Tasiaux-De Neys) concernant la reconnaissance de la fièvre catarrhale, dite "maladie de la langue bleue", comme calamité agricole, n° 1390/1 à 4.

- La proposition de résolution a été retirée par M. Josy Arens.

10. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le repos dominical dans les centres touristiques reconnus" (n° 19147).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

11. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la constitution d'une SPRL Starter" (n° 19435).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

- **MERCREDI 24 FÉVRIER 2010**

1. Proposition de loi (Karine Lalieux, Philippe Blanchart, Guy Milcamps) modifiant la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses visant à élargir les missions de l'observatoire des prix, n° 2195/1. (Rapporteur : Mme Katrien Partyka).

- La discussion a été entamée.
- Sont intervenus : l'auteur et Mme Dalila Douifi.

2. Propositions jointes :
- Proposition de loi (Willem-Frederik Schiltz, Sofie Staelraeve, Ludo Van Campenhout, Dalila Douifi, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Tinne Van der Straeten) relative à la revente de titres d'accès à des événements culturels et sportifs, n° 2081/1.
- Proposition de résolution (Karine Lalieux, Philippe Blanchart, Marie Arena, Valérie Déom) invitant le Gouvernement à négocier un code de bonne conduite avec les organisateurs de concerts afin de diversifier les modes de vente des tickets, n° 2259/1.

- Rapporteur : M. David Clarinval.
- Exposé introductif de M. Willem-Frederik Schiltz et Mme Karine Lalieux.
- La discussion générale à été entamée.

3. Propositions de loi jointes :
- Proposition de loi (Katrien Partyka, Jenne De Potter, Gerald Kindermans, Peter Luykx, Ilse Uyttersprot, Liesbeth Van der Auwera, Servais Verherstraeten, Joseph George, Christian Brotcorne) réglementant le prix du livre, n°s 747/1 à 4.
- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Meyrem Almaci) réglementant le prix du livre, n° 858/1.
- Proposition de loi (Olivier Maingain, Kattrin Jadin, Olivier Hamal, David Clarinval) réglementant le prix du livre, n°s 262/1 et 2.
- Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon, Sophie Pécriaux, Philippe Blanchart) réglementant le prix du livre, n°s 873/1 et 2.

- Rapporteur : M. Philippe Blanchart.

4. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les tarifs de la SABAM pour les cortèges carnavalesques" (n° 19159).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la reprise d'entreprises belges par des entreprises étrangères" (n° 19305).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Question de Mme Kattrin Jadin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la fermeture de l'agence SABAM à Waimes" (n° 19368).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Questions jointes :
- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'accord sur les droits dus pour la diffusion de musique dans les entreprises" (n° 19381).
- Question de Mme Sofie Staelraeve au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la déclaration unique pour les droits d'auteur et la rémunération équitable" (n° 19585).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les vols à l'étalage" (n° 19462).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la politique de prix en Belgique" (n° 19485).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

10. Question de Mme Katrien Partyka au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les sanctions administratives dans le cadre du crédit à la consommation" (n° 19552).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

11. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la ministre de l'Intérieur sur "la problématique de l'agréation des radars numériques et autres" (n° 19580).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

12. Propositions de loi jointes :
- Proposition de loi (Katrien Partyka, Jenne De Potter, Gerald Kindermans, Peter Luykx, Ilse Uyttersprot, Liesbeth Van der Auwera) instaurant une assurance automobile d'un prix accessible pour les jeunes et les personnes âgées, n° 748/1.
- Proposition de loi (Peter Logghe, Francis Van den Eynde, Koen Bultinck, Hagen Goyvaerts, Rita De Bont, Linda Vissers) modifiant la législation relative à l'assurance automobile pour les jeunes conducteurs, n° 1054/1.

(Rapporteur : M. David Clarinval).

- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenus : Mmes Cathy Plasman, Karine Lalieux, Kattrin Jadin et Katrien Partyka et MM. Willem-Frederik Schiltz, Peter Luykx, Bart Laeremans, Joseph George, Daniel Clarinval et Peter Logghe.

13. Proposition de loi (Cathy Plasman, Karine Lalieux) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, en vue de rétablir le système de bonus-malus obligatoire et généralisé, n° 1302/1 et 2. (Rapporteur : Mme Kattrin Jadin).

- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenus : Mmes Cathy Plasman, Karine Lalieux, Kattrin Jadin et Katrien Partyka et MM. Willem-Frederik Schiltz, Peter Luykx, Bart Laeremans, Joseph George, Daniel Clarinval et Peter Logghe.

14. Proposition de loi (Cathy Plasman, Dalila Douifi, Karine Lalieux) modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre afin de clarifier les critères de segmentation, n° 746/1 et 2. (Rapporteur : Mme Kattrin Jadin).

- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenus : Mmes Cathy Plasman, Karine Lalieux, Kattrin Jadin et Katrien Partyka et MM. Willem-Frederik Schiltz, Peter Luykx, Bart Laeremans, Joseph George, Daniel Clarinval et Peter Logghe.

15. Propositions de loi jointes :
- Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, François Bellot, Jacqueline Galant, Valérie De Bue) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, en vue d'instaurer l'obligation d'apposer une vignette de manière apparente sur les véhicules assurés, n° 242/1.
- Proposition de loi (Peter Logghe, Koen Bultinck, Francis Van den Eynde, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Rita De Bont) modifiant la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs en ce qui concerne l'introduction d'une vignette automobile, n° 1005/1.

- Proposition de loi (Patrick De Groote) modifiant, en vue de l'instauration d'une vignette automobile, la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, n°s 1214/1 et 2.

(Rapporteur : M. Joseph George).

- La discussion générale a été entamée.
- Sont intervenus : Mmes Cathy Plasman, Karine Lalieux, Kattrin Jadin et Katrien Partyka et MM. Willem-Frederik Schiltz, Peter Luykx, Bart Laeremans, Joseph George, Daniel Clarinval et Peter Logghe.

16. Proposition de loi (Karine Lalieux, Colette Burgeon) modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en supprimant la possibilité de résiliation après sinistre par l'assureur, n° 1249/1.

- Rapporteur : Mme Sofie Staelraeve.
- Exposé introductif de Mme Karine Lalieux.
- La discussion générale a été entamée.

17. Proposition de loi (André Frédéric) visant à créer une clause "Bob-Bobette" dans l'assurance familiale, n° 856/1.

- Rapporteur : M. Peter Logghe.
- Exposé introductif de Mme Karine Lalieux.
- La discussion générale a été entamée.

Prochaine réunion : mardi 2 mars 2010.

"Professions cliniques"

GROUPE DE TRAVAIL EN VUE DE RÉGLEMENTER L'EXERCICE DE LA PSYCHOLOGIE CLINIQUE, LA SEXOLOGIE CLINIQUE, L'ORTHOPÉDAGOGIE CLINIQUE ET EN VUE DE RÉGLEMENTER LE TITRE PROFESSIONNEL PARTICULIER DE PSYCHOTHÉRAPEUTE

Président : M. Luc Goutry

➢ MARDI 23 FÉVRIER 2010

Propositions de loi jointes :
- Proposition de loi (Yvan Mayeur, Colette Burgeon, Marie-Claire Lambert, Jean Cornil) modifiant, en ce qui concerne l'exercice des professions de la santé mentale, l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé, n° 1126/1.
- Proposition de loi (Luc Goutry, Nathalie Muylle, Lieve Van Daele, Georges Dallemagne, Sonja Becq) modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des professions des soins de santé en vue de la réglementation de l'exercice de la psychologie clinique, de la sexologie clinique et de l'orthopédagogie clinique, n° 1357/1.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Marie-Claire Lambert).

- Poursuite de la discussion de l'orthopédagogie clinique.

Prochaine réunion : mardi 9 mars 2010.

Émancipation sociale et Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS POUR L'ÉMANCIPATION SOCIALE ET DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : Mme Alexandra Colen et MM. Herman De Croo et Alain Destexhe (S)

➢ **MARDI 23 FÉVRIER 2010**

(Réunion commune avec le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat.)

Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne.

- Exposé par la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile ;
- État d'avancement en matière de transposition des Directives européennes.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. David Lavaux

➢ **MARDI 23 FÉVRIER 2010**

1. Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime (suite).

2. Divers.

Prochaine réunion : mardi 2 mars 2010.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

➢ **MARDI 23 FÉVRIER 2010**

1. Ordre des travaux.

- Un échange de vues a eu lieu.
- La commission a décidé d'organiser une audition.

2. Proposition de loi (Ingrid Claes, François Bellot, André Flahaut, Hilde Vautmans, Brigitte Wiaux) portant exécution temporaire de l'organisation des relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire, n° 2366/1.

- Rapporteur : Mme Juliette Boulet.
- Exposé introductif de Mme Ingrid Claes.
- Les articles, l'annexe ainsi que l'ensemble de la proposition de loi, y compris des corrections techniques, ont été adoptés à l'unanimité.

3. Proposition de loi (Muriel Gerkens, Juliette Boulet, Stefaan Van Hecke, Georges Gilkinet, Zoé Genot, Meyrem Almaci, Tinne Van der Straeten, Wouter De Vriendt) modifiant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, n° 319/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Hilde Vautmans).

- La proposition de loi a été retirée à la demande d'un des auteurs.

4. - Proposition de résolution (Jan Mortelmans, Bruno Stevenheydens) relative au rétablissement d'une unité militaire distincte à part entière : le Régiment Para-commando, n°s 1460/1 à 3. (Continuation). (Rapporteur : Mme Hilde Vautmans).
- Proposition de résolution (Luc Sevenhans) relative au rétablissement d'une unité militaire distincte à part entière: le Régiment Para-commando, n° 1897/1.

- Les deux propositions de résolution ont été jointes.
- La discussion générale a été poursuivie.
- Sont intervenus : MM. Bruno Stevenheydens, Luc Sevenhans et Mme Hilde Vautmans.

5. - Proposition de loi (Bruno Stevenheydens) modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées en vue de permettre aux militaires d'exercer des mandats politiques, n°s 1641/1 et 2. (Continuation). (Rapporteur : Mme Hilde Vautmans).
- Proposition de loi (Luc Sevenhans, Dirk Vijnck) modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées en vue de permettre aux militaires d'exercer des mandats politiques, n° 1896/1.

- Les deux propositions de loi ont été jointes.
- La discussion générale a été poursuivie.
- Sont intervenus : MM. Bruno Stevenheydens et Luc Sevenhans.

6. Proposition de résolution (Patrick De Groote) relative à la réhabilitation des soldats internés aux Pays-Bas au cours de la Première Guerre mondiale, n°s 1756/1 et 2.

- Rapporteur : M. Bruno Stevenheydens.
- Exposé introductif de M. Patrick De Groote.

7. Proposition de résolution (Bruno Stevenheydens, Francis Van den Eynde, Hagen Goyvaerts) visant à mettre fin au détachement de membres du personnel de la Défense sur le yacht privé du roi Albert, aux frais du contribuable, n° 2277/1.

- Rapporteur : Mme Hilde Vautmans.
- Exposé introductif de M. Bruno Stevenheydens.

8. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur "la fermeture du quartier Westakkers" (n° 19162).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “le commandement de la mission Atalante” (n° 19170).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Questions jointes :
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “les conséquences financières du retard pris par le projet A400M ou de son éventuel abandon” (n° 19223).
- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “l’impact du programme Airbus A400M sur les entreprises flamandes” (n° 19388).
- Question de Mme Brigitte Wiaux au ministre de la Défense sur “l’A400M et les négociations de Berlin” (n° 19426).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “le financement complémentaire par les 7 pays participant au projet A400M” (n° 19687).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Questions jointes :
- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Défense sur “la protection de la base de Kleine Brogel” (n° 19333).
- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “la surveillance à la base de Kleine Brogel” (n° 19636).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “le budget de l’OTAN” (n° 19389).

- Le ministre de la Défense a répondu.

13. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la concertation sociale concernant le plan de restructuration” (n° 19394).

- Le ministre de la Défense a répondu.

14. Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “l’acquisition des systèmes ROCK HEAT LAW M72 et ROCK SUB mm TP-T LAW” (n° 19410).

- Le ministre de la Défense a répondu.

15. Questions jointes :
- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “l’affectation de militaires pour des missions de surveillance à Bruxelles” (n° 19471).
- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “l’affectation de militaires dans des zones de police” (n° 19478).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “le recours à des militaires pour des missions de surveillance à Bruxelles” (n° 19490).

- Le ministre de la Défense a répondu.

16. Questions jointes :
- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “la désignation éventuelle de l’ancien CHOD, le général Van Daele” (n° 19474).

- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “la mission du général en retraite Van Daele auprès de l’INIG” (n° 19678).

- Le ministre de la Défense a répondu.

17. Questions jointes :
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la demande de l’OTAN d’envoyer des militaires belges supplémentaires en Afghanistan” (n° 19577).
- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “la demande de l’ambassadeur américain et du secrétaire général de l’OTAN adressée à la Belgique concernant l’envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan” (n° 19604).

- Le ministre de la Défense a répondu.

18. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “les travaux prévus à l’aéroport de Melsbroek” (n° 19635).

- Le ministre de la Défense a répondu.

19. Questions jointes :
- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “la mise en oeuvre anticipée du plan de transformation” (n° 19677).
- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la mise en oeuvre anticipée du plan de transformation” (n° 19688).

- Le ministre de la Défense a répondu.

20. Questions jointes :
- Question de M. Denis Ducarme au ministre de la Défense sur “le plan de réforme de l’armée et le changement d’appellation de certaines unités” (n° 19738).
- Question de M. Eric Libert au ministre de la Défense sur “l’annonce de changement de dénomination de nombreuses unités” (n° 19756).
- Question de M. Joseph Arens au ministre de la Défense sur “le projet de révision du nom du régiment des Chasseurs ardennais” (n° 19762).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 3 mars 2010.

Affaires sociales et Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES ET DU COMITÉ D’AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : MM. Yvan Mayeur et Herman De Croo et Mme Nahima Lanjri (S)

➢ **MARDI 23 FÉVRIER 2010**
(Réunion commune avec la commission des Affaires sociales du Sénat.)

Les priorités de la Présidence belge de l’Union européenne.
- Exposé de la vice-première ministre et ministre de l’Emploi et de l’Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d’asile;
- État d’avancement en matière de transposition des Directives européennes.

- Un échange de vues a eu lieu.
- Sont intervenus : Mmes Camille Dieu, Marie Arena, Meryame Kitir et Nahima Lanjri (S) et MM. Stefaan Vercamer, Franco Seminara (S) et Hans Bonte.

Relations extérieures et Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : MM. Geert Versnick et Herman De Croo et Mmes Vanessa Matz (S) et Marleen Temmerman (S)

- **MARDI 23 FÉVRIER 2010**

(Réunion commune avec la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat).

Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne.
- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles.
- Echange de vues.

- Rapporteurs : MM. Herman De Croo et Geert Versnick.
- Sont intervenus : Mmes Camille Dieu, Sabine de Bethune (S), MM. Philippe Monfils (S), Georges Dallemagne, François-Xavier de Donnea, Mme Juliette Boulet et M. Herman De Croo.

"Responsabilité de l'État"

GROUPE DE TRAVAIL "RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT POUR LES ACTES DU LÉGISLATEUR"

- **MARDI 23 FÉVRIER 2010**

1. Nomination du président.

- M. François-Xavier de Donnea a été désigné en qualité de président.

2. Ordre des travaux.

- Le groupe de travail a décidé d'organiser des auditions.

Prochaine réunion : lundi 22 mars 2010.

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

- **MERCREDI 24 FÉVRIER 2010**

1. Evaluation de la police dix ans après la réforme.

- Exposé de la ministre de l'Intérieur.
- Un échange de vues a eu lieu.
- Sont intervenus :MM. Ludwig Vandenhove, Ben Weyts, Michel Doomst, Josy Arens, Mme Jacqueline Galant, MM. Éric Thiébaut, Fouad Lahssaini, Roland Defreyne, Jan Peeters, Luc Peetermans, Bart Somers et Filip De Man.

2. Modification des compétences de la commission.
(Demande de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques - Avis).

- La commission a pris acte de la demande et a estimé qu'il appartient à la Conférence des présidents de se prononcer sur cette demande.

3. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les volontaires chargés de résoudre les conflits de voisinage" (n° 18344).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

4. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les déclarations de violences sexuelles" (n° 18451).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

5. Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "le prix des cartes d'identité" (n° 18570).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de Mme Muriel Gerkens à la ministre de l'Intérieur sur "la fuite survenue à la centrale nucléaire de Tihange 1 ce 23 janvier 2010" (n° 18707).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "le suivi donné par les services de police aux dossiers de Child Focus" (n° 18785).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la loi sur la sécurité privée et les indépendants dans le secteur du gardiennage" (n° 18796).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre de l'Intérieur sur "la collaboration en matière d'aide médicale urgente dans la région frontalière" (n° 18804).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "le suivi donné par les services de police aux dossiers concernant les sites de socialisation" (n° 18822).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de M. Patrick De Groote à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'arriéré en ce qui concerne les arrêtés de nomination au sein du SPF Intérieur" (n° 18863).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la réforme de la formation policière" (n° 18874).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'introduction éventuelle de l'interdiction du port de la burqa dans notre pays" (n° 18965).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de Mme Muriel Gerkens à la ministre de l'Intérieur sur "l'organisation des services de secours et d'incendie ainsi que le statut des pompiers professionnels et volontaires" (n° 19038).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de M. Paul Vanhie à la ministre de l'Intérieur sur "la police judiciaire fédérale de Bruges" (n° 19187).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "les armes à létalité réduite" (n° 19201).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de M. Luc Peetermans à la ministre de l'Intérieur sur "l'instauration de zones d'incendie" (n° 19230).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "la traduction des textes de loi en langue allemande" (n° 19371).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Questions jointes :
- Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "les modalités de répartition des coûts des centres X, Y et Z" (n° 19382).
- Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "les redevances annuelles à charge des communes et villes qui disposent d'un service régional d'incendie" (n° 19383).
- Question de M. Joseph George à la ministre de l'Intérieur sur "le retard dans le remboursement des dépenses engagées par les communes sur le territoire desquelles se trouve un service régional d'incendie" (n° 19384).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Questions jointes :
- Question de Mme Magda Raemaekers à la ministre de l'Intérieur sur "la reconnaissance comme catastrophe naturelle des averses de grêle dans le Limbourg au mois de juin 2009" (n° 19436).
- Question de Mme Hilâl Yalçin à la ministre de l'Intérieur sur "la finalisation de la procédure de reconnaissance des averses de grêle qui se sont abattues sur le Limbourg comme catastrophe naturelle" (n° 19786).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question de M. Kristof Waterschoot à la ministre de l'Intérieur sur "les passagers clandestins découverts à bord de cargos dans les ports belges" (n° 19450).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "les études 'sécurité intégrale'" (n° 19452).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Questions jointes :
- Question de M. Bruno Stevenheydens au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, et à la ministre de l'Intérieur sur "le comportement au volant du prince Philippe sur la E19" (n° 19456).
- Question de M. Patrick De Groote à la ministre de l'Intérieur sur "le comportement sur la route d'un prince royal lors de l'alerte au smog" (n° 19466).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "les vols à l'étalage" (n° 19461).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Philippe Collard à la ministre de l'Intérieur sur "l'allocation de fin d'année des membres du personnel des services de police" (n° 19479).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de Mme Karine Lalieux à la ministre de l'Intérieur sur "l'avant-projet de loi visant à interdire l'accès aux gares aux 'mauvais usagers'" (n° 19516).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys à la ministre de l'Intérieur sur "le financement de la zone de police Hermeton et Heure par le fédéral" (n° 19560).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique" (n° 19582).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le rapport d'observatoire du Comité P" (n° 19596).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la menace terroriste à Liège" (n° 19597).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de M. Eric Libert à la ministre de l'Intérieur sur "l'absence de parité linguistique pour les directeurs généraux au sein de la police fédérale" (n° 19781).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "les gardiens de la paix" (n° 19790).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "l'enquête sur le meurtre d'Annick Van Uytsel" (n° 19796).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 3 mars 2010.

Santé publique et Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ ET DU COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Herman De Croo et Mme Nahima Lanjri (S)

- **MERCREDI 24 FÉVRIER 2010**

Échange de vues avec le ministre du Climat et de l'Énergie sur les priorités de la présidence belge de l'Union européenne en matières de Climat, d'Environnement et de Développement durable et sur l'état d'avancement de la transposition des directives dans ces domaines.

- Rapporteurs : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Herman De Croo et Mme Nahima Lanjri (S).

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. Geert Versnick

➢ **MERCREDI 24 FÉVRIER 2010**

1. Questions jointes :
- Question de M. Gerald Kindermans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “sa participation à la Conférence de Londres sur l’Afghanistan” (n° 18852).
- Question de Mme Hilde Vautmans au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la conférence du 28 janvier à Londres” (n° 18897).
- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la conférence du 28 janvier à Londres” (n° 18898).
- Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la conférence de Londres sur l’Afghanistan” (n° 18998).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’attitude du président européen vis-à-vis du mouvement flamand” (n° 17422).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'augmentation du traitement des fonctionnaires européens" (n° 18544).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la campagne d’information de l’UE en Turquie” (n° 18545).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation en Egypte et l’enquête sur la violence sectaire” (n° 18546).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’UE au sein des Nations Unies” (n° 18547).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’aide européenne en faveur de Haïti” (n° 18918).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Fouad Lahssaini au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la déclaration du premier ministre israélien” (n° 18843).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Questions jointes :
- Question de M. Fouad Lahssaini au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’incident diplomatique impliquant M. Michel” (n° 18844).
- Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la position de la Belgique en ce qui concerne la situation en Israël et en Palestine” (n° 19643).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les Roms” (n° 18884).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’interdiction d’obtenir des visas de travail pour les coopérants des ONG dans les territoires palestiniens” (n° 19357).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Ben Weyts au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le problème des prénoms marocains” (n° 19606).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de M. Mark Verhaegen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le programme nucléaire iranien et les éventuelles sanctions” (n° 19784).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mardi 9 mars 2010.

Cour des comptes

SOUS-COMMISSION “COUR DES COMPTES” DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Luk Van Biesen

- **MERCREDI 24 FÉVRIER 2010**

Examen du 166ème Cahier de la Cour des comptes : Pensions à charge du budget de l’État (p. 805-823).

- Des questions ont été posées par Mmes Maggie De Block et Sonja Becq et MM. Hendrik Bogaert, François-Xavier de Donnea, Stefaan Vercamer, Jan Jambon et Koen Bultinck.

Séance plénière

➢ **JEUDI 25 FÉVRIER 2010 APRÈS-MIDI (0143)**

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI

1. Proposition de loi (Mme Valérie Déom) modifiant l'article 75 du Code civil en ce qui concerne le nombre de témoins au mariage civil, n^{os} 2165/1 à 6.

   Afin d'éviter à certains mariés la difficile situation de ne pouvoir prendre seulement que deux témoins, la proposition donne la possibilité d'en prendre deux, trois ou quatre.

   La proposition de loi (n° 2165) est adoptée par 91 voix contre 32

2. Projet de loi relatif à la circonstance aggravante pour les auteurs de certaines infractions commises envers certaines personnes à caractère public, n^{os} 1696/1 à 5.
   - Proposition de loi (M. Michel Doomst) instaurant dans le Code pénal une circonstance aggravante pour certaines infractions commises envers certaines personnes à caractère public, n^{os} 1661/1 et 2.

   Le projet de loi (n° 1696) est adopté par 112 voix et 12 abstentions

3. Proposition de loi (Mmes Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Marie-Christine Marghem, Sonja Becq et Mia De Schamphelaere et M. Raf Terwingen) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la signification en matière pénale, n^{os} 1211/1 à 9.

   Actuellement, l'huissier de justice signifie des exploits différemment selon qu'il s'agit d'une matière pénale ou non.
   La présente proposition de loi vise à supprimer cette distinction en faisant signifier les exploits en matière pénale selon les mêmes modalités que dans d'autres matières.

   La proposition de loi (n° 1211) est adoptée à l'unanimité des 123 votants

4. Projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, n^{os} 2401/1 à 4.

   Le présent projet de loi vise à établir les redevances uniques dues pour l'utilisation de bandes de spectre rare. Ces redevances doivent assurer une utilisation efficace de ce spectre.

   Le projet de loi (n° 2401) est adopté par 99 voix et 20 abstentions

Questions orales

La situation économique de la Belgique

Question de :

M. Jean Marie Dedecker (LDD) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1696)

Les dissensions au sein du gouvernement en ce qui concerne le programme de sécurité de la SNCB

Question de :

M. Patrick De Groote (N-VA) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1697)

Le désarmement nucléaire

Questions jointes de :

- Mme Hilde Vautmans (Open Vld) (n° P1698)
- Mme Juliette Boulet (Ecolo-Groen!) (n° P1699)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile (n° P1700)

Les finances de l'État et le cours de l'euro

Question de :

M. Hendrik Daems (Open Vld) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1701)

L'augmentation du nombre de demandes d'asile en provenance des pays des Balkans

Questions jointes de :

- Mme Dalila Douifi (sp.a) (n° P1724)
- Mme Sarah Smeyers (N-VA) (n° P1720)
- Mme Jacqueline Galant (MR) (n° P1721)
- Mme Karine Lalieux (PS) (n° P1722)
- Mme Mia De Schamphelaere (CD&V) au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales (n° P1723)

Les licenciements chez Carrefour

Questions jointes de :

- M. Hans Bonte (sp.a) (n° P1702)
- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) (n° P1703)
- Mme Jacqueline Galant (MR) (n° P1704)
- M. Stefaan Vercamer (CD&V) (n° P1705)
- M. Robert Van de Velde (LDD) (n° P1725)
- Mme Colette Burgeon (PS) (n° P1706)
- Mme Catherine Fonck (cdH) (n° P1707)
- M. Koen Bultinck (VB) (n° P1708)
- M. Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen!) (n° P1726)
- Mme Sarah Semeyers (N-VA) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1727)

La politique d'accompagnement et de suivi des chômeurs

Questions jointes de :

- Mme Zoé Genot (Ecolo-Groen!) (n° P1709)
- M. Daniel Bacquelaine (MR) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1710)

L'indemnisation des victimes de la catastrophe de Ghislenghien

Questions jointes de :

- Mme Marie-Christine Marghem (MR) (n° P1711)
- M. André Frédéric (PS) au ministre de la Justice (n° P1728)

Le retard pris pour le palais de justice de Dinant

Question de :

Mme Valérie Déom (PS) au ministre de la Justice (n° P1712)

Le nouvel accord de construction des appareils A400M

Questions jointes de :

- M. Bruno Stevenheydens (VB) (n° P1713)
- M. Luc Sevenhans (N-VA) (n° P1714)
- M. Luk Van Biesen (Open Vld) au ministre de la Défense (n° P1715)

Les nouvelles propositions formulées pour éviter les catastrophes ferroviaires à l'avenir

Question de :

M. David Geerts (sp.a) à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques (n° P1716)

La réforme des services de secours

Question de :

M. Josy Arens (cdH) à la ministre de l'Intérieur (n° P1717)

L'éventuelle grève nationale de la police

Question de :

M. Michel Doomst (CD&V) à la ministre de l'Intérieur (n° P1718)

Les récentes déclarations du secrétaire d'État à la suite de la catastrophe ferroviaire de Buizingen

Question de :

M. Jan Mortelmans (VB) au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre (n° P1719)

Votes nominatifs sur les motions

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

   - M. Renaat Landuyt (sp.a) au ministre de la Justice sur « les économies dans le domaine de la Justice » (n° 408)
     (développées en réunion publique de la commission de la Justice du 10 février 2010)

   Deux motions ont été déposées (MOT 52 408/001)

   - une motion de recommandation par Renaat Landuyt (sp.a)
   - une motion pure et simple par Carina Van Cauter (Open Vld) et Servais Verherstraeten (CD&V)

   La motion pure et simple est adoptée par 79 voix contre 44

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

   - M. Peter Logghe (VB) au ministre de la Justice sur « la problématique des mariages de complaisance » (n° 409)
     (développées en réunion publique de la commission de la Justice du 10 février 2010)

   Deux motions ont été déposées (MOT 52 409/001)

   - une motion de recommandation par Bart Laeremans (VB), Peter Logghe (VB), Bruno Stevenheydens (VB) et Francis Van den Eynde (VB
   - une motion pure et simple par Mia De Schamphelaere (CD&V) et Carina Van Cauter (Open Vld)

   La motion pure et simple est adoptée par 78 voix contre 44

Hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Buizingen

Le **président** (devant l'assemblée debout): Chers Collègues, la catastrophe ferroviaire de lundi dernier, 15 février, a coûté la vie à 19 personnes.
174 autres personnes ont été blessées, dont dix très grièvement.
Quelques semaines à peine auparavant, le 27 janvier, la Belgique était frappée par un drame tout aussi tragique: l'explosion d'un immeuble à appartements à Liège.
Ces deux tragédies ont fait de nombreuses victimes, tant au nord qu'au sud du pays: les catastrophes ne connaissent pas de frontières.

Lorsque nous sommes confrontés à de tels événements, nous nous posons tous spontanément la question de la responsabilité. S'agissait-il d'une erreur humaine, d'une déficience technique ou, peut-être, d'une combinaison des deux. Et les conséquences désastreuses de cette erreur ou de cette déficience n'auraient-elles pas pu être évitées?

Très rapidement après la catastrophe, un doigt accusateur a été pointé dans plusieurs directions. Il me semble quant à moi souhaitable de ne pas anticiper les résultats de l'enquête menée à différents niveaux.

La seule conclusion que nous puissions tirer à ce jour est que la sécurité des voyageurs requiert une attention de tous les instants. L'entreprise publique qu'est la SNCB a le devoir de garantir la sécurité des centaines de milliers de voyageurs. Chaque investissement en vue d'offrir à ces derniers des liaisons nouvelles, plus modernes et plus confortables doit dès lors aller de pair avec un investissement pour plus de sécurité, d'autant plus que notre époque est caractérisée par une mobilité croissante et, par conséquent, un trafic toujours plus intense de voyageurs.

Je tiens à adresser, en cet instant et au nom de notre assemblée, mes condoléances les plus sincères aux familles des victimes.

La perte d'un être cher constitue un événement particulièrement traumatisant pour ses proches, qui en restent marqués à vie, quel que soit l'accompagnement dont ils aient pu bénéficier. En l'occurrence, les circonstances du décès rendent le processus de deuil plus difficile encore.
Nos pensées vont aussi aux blessés, auxquels nous souhaitons un prompt rétablissement.
Nous remercions également tous les services de secours, qui se sont déployés rapidement et efficacement dans le cadre du plan catastrophe provincial.

Yves Leterme, premier ministre: Lors d'une catastrophe comme la tragique collision ferroviaire de Buizingen, nous sommes tous submergés par un sentiment de consternation, de compassion collective, de recueillement. Nous ne sommes plus un simple groupe d'individus mais de véritables compatriotes.
C'est pourquoi la nation tout entière compatit au chagrin de ceux qui ont perdu un proche dans la catastrophe ferroviaire, à la douleur de ceux qui ont souffert dans leur âme et leur chair.

Chers Collègues, la mort d'un être cher est toujours une infinie souffrance. Elle l'est encore plus quand elle frappe sans prévenir, sans laisser le temps pour le moindre mot d'adieu. Et l'on a beau se dire que la vie doit continuer, il reste difficile de s'en convaincre.

À tous ceux qui auraient perdu un membre de leur famille, un proche, un ami dans la catastrophe ferroviaire, je présente au nom du gouvernement mes plus sincères condoléances. Je leur souhaite tout le courage possible dans les jours difficiles à venir. Nous ne pouvons pas porter leur douleur à leur place, mais nous leur disons très sincèrement, comme à ceux qui ont survécu, mais qui souffrent encore: nous sommes avec vous, vous êtes dans nos pensées, vous êtes dans notre cœur.

La Chambre debout observe une minute de silence.

Accident ferroviaire à Buizingen – Témoignages de sympathie en provenance de l'étranger

A l'occasion de l'accident ferroviaire survenu à Buizingen le lundi 15 février 2010, des messages de soutien et de condoléances me sont parvenus de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, du Saeima de la République de Lettonie, de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie, du parlement de la République d'Albanie, de la Diète de la République de Pologne, de l'Assemblée de la République de Macédoine, de l'Assemblée nationale de la République française, du Conseil national de la Principauté de Monaco et de l'Assemblée nationale de la République de Serbie.

Cour constitutionnelle – Candidatures introduites pour la fonction de juge d'expression française

Un appel aux candidats pour une fonction de juge d'expression française à la Cour constitutionnelle a été publié au Moniteur belge du 22 janvier 2010.
Les candidatures devaient être introduites pour le vendredi 12 février 2010 au plus tard.

Il doit être pourvu à cette vacance conformément à l'article 34, § 1er, 1°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

Les candidatures suivantes ont été introduites dans le délai prescrit:
- Mme Bernadette Renauld, référendaire auprès de la Cour constitutionnelle;
- Mme Marie-Françoise Rigaux, référendaire auprès de la Cour constitutionnelle;
- M. Pierre Nihoul, conseiller d'État auprès du Conseil d'État.

Conformément à l'article 32, alinéa premier, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, la Chambre doit présenter une liste de deux candidats. Cette liste doit être adoptée à la majorité des deux tiers des membres présents. Le nouveau juge est nommé par le Roi.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 24 février 2010, le curriculum vitae des candidats sera transmis aux présidents des groupes politiques.

Institution d’une commission spéciale chargée d’examiner les conditions de sécurité du rail en Belgique à la suite du dramatique accident survenu à Buizingen

La Conférence des présidents du 24 février 2010 a été saisie d’une demande d’instituer, en application de l’article 21, alinéa 2, de notre Règlement, une commission spéciale chargée d’examiner les conditions de sécurité du rail en Belgique à la suite du dramatique accident survenu à Buizingen.

Étant donné qu’aucun accord n’est intervenu au sein de la Conférence des présidents nous devons en discuter en séance plénière.

J’ai reçu le texte suivant de M. Servais Verherstraeten:

Institution d'une commission spéciale chargée d'examiner les conditions de sécurité du rail en Belgique à la suite du dramatique accident survenu à Buizingen.

1. Procédure:
Conformément au prescrit de l’article 21, alinéa 2, du Règlement de la Chambre des représentants, il est institué une commission spéciale chargée d’examiner les conditions de sécurité du rail en Belgique à la suite du dramatique accident survenu à Buizingen le 15 février 2010.

2. Mission:
Cette commission spéciale est installée sans délai et est chargée:
- d’évaluer les mesures prises depuis 1982 (accident de train à Aalter) en matière de sécurité du rail, en particulier en ce qui concerne l’infrastructure, le matériel roulant et les ressources humaines;
- d'examiner les décisions concernant les investissements et les budgets y afférents (matériel roulant, infrastructure et ressources humaines) dans le domaine de la sécurité du rail en Belgique depuis 1982;
- d'évaluer la planification, l'exécution et la mise en oeuvre de ces décisions et de les comparer avec celles prises dans d’autres pays européens;
- d’examiner les répercussions de la réglementation européenne, des versions successives de l’ETCS et des procédures d’homologation sur les décisions prises en matière de sécurité du rail en Belgique;
- de formuler des recommandations;
- de déposer un rapport, dont les conclusions et les recommandations seront, après un débat en séance plénière, soumises au vote dans les quatre mois qui suivent sa création;
- après l’adoption de ces conclusions et recommandations, poursuivre les travaux afin d’assurer le suivi de la mise en oeuvre de ces dernières.

3. Composition:
La commission est composée de onze membres permanents et d’autant de suppléants, désignés par la Chambre des représentants parmi ses membres, suivant la règle de la représentation proportionnelle des groupes politiques.
Les autres groupes politiques peuvent chacun désigner un membre qui participera, sans droit de vote, aux travaux de la commission spéciale.

4. Fonctionnement:
La commission veille, dans l'exercice de ses missions, à la protection de ses sources, ainsi qu'à la prise en compte des intérêts stratégiques des sociétés de chemin de fer de notre pays.
La commission entend les personnes et demande les documents qu'elle juge nécessaires.
Elle pourra faire appel à des experts.
Les réunions de cette commission sont en principe publiques.
Cette commission fixe toutes les règles de fonctionnement qui ne sont pas prévues dans le présent texte, sans porter atteinte au Règlement de la Chambre des représentants.

5. Évaluation du fonctionnement et du statut de la commission spéciale:
Lors de l'examen du rapport de la commission, son fonctionnement et son statut sont évalués. Il est examiné à cet égard dans quelle mesure les travaux peuvent éventuellement être poursuivis par une commission d'enquête parlementaire.

Amendements :

N° 1 de M. Balcaen et consorts
Intitulé
Remplacer l'intitulé comme suit :
"Proposition visant à instituer une commission spéciale chargée d'examiner l'état de la sécurité ferroviaire en Belgique suite au dramatique accident survenu à Buizingen et de mettre en évidence les responsabilités éventuelles dans les carences éventuellement constatées."

N° 2 de M. Balcaen et consorts
Mission
Compléter le troisième tiret comme suit :
"- en ce compris la manière dont ont été conclus les contrats de marché public."

N° 3 de M. Balcaen et consorts
Mission
Entre le quatrième tiret et le cinquième tiret, insérer un nouveau tiret, rédigé comme suit :
"- d'examiner les décisions de gouvernance d'entreprise, de gestion du personnel et d'organisation des temps de travail, ainsi que la mise en oeuvre de ces décisions."

N° 4 de M. Balcaen et consorts
Mission
Entre le cinquième tiret et le sixième tiret, insérer un nouveau tiret, rédigé comme suit :
"- d'examiner les effets de la libéralisation de certaines missions et la transformation de la structure de la SNCB unitaire en trois unités distinctes."

N° 5 de M. Balcaen et consorts
Mission
Compléter l'avant-dernier tiret comme suit :
"Ce rapport met notamment en évidence les responsabilités éventuelles dans les décisions prises, leur planification, leur exécution et leur mise en oeuvre."

N° 6 de M. Balcaen et consorts
Composition
Remplacer l'alinéa 2 comme suit :
"Y siègent en outre sans droit de vote:
- un membre par groupe politique reconnu non représenté au sein de la commission par application de l'alinéa 1er;

- un membre supplémentaire par groupe politique reconnu composé de membres des deux groupes linguistiques, ce membre étant issu de l'autre groupe linguistique que celui auquel appartient le membre désigné en application de l'alinéa 1er.".

N° 7 de M. Balcaen et consorts
Composition
Insérer un alinéa 3 rédigé comme suit :
"Les membres ne peuvent exercer ou avoir exercé de responsabilités au sein de la SNCB, de Infrabel ou de la SNCB Holding ou avoir exercé la fonction de ministre ou secrétaire d'Etat chargé de la tutelle sur celles-ci."

N° 8 de M. Balcaen et consorts
Fonctionnement
Remplacer l'alinéa 2 par l'alinéa suivant:
"Dans les limites budgétaires fixées par le bureau, la Commission peut prendre toutes les mesures nécessaires afin de mener sa mission avec l'expertise voulue. Elle peut notamment entendre les représentants et experts des organismes et bureaux d'études étrangers et européens. Elle demande les documents et entend les personnes qu'elle juge nécessaire, en ce compris des membres du parlement et des mandataires ayant exercé des fonctions en rapport avec les missions de la SNCB. Elle peut procéder à des constats sur place et, le cas échéant, prendre les contacts internationaux requis pour l'accomplissement de sa mission."

N° 9 de M. Balcaen et consorts
Fonctionnement
A l'alinéa 3, supprimer les mots "en principe".

Évaluation du fonctionnement et du statut de la commission spéciale.
Apporter les modifications suivantes
A) remplacer le l'intitulé comme suit :
"Évaluation du fonctionnement et du statut de la commission et transformation en commission d'enquête parlementaire";
B) remplacer l'alinéa comme suit :
"La commission peut à tout moment faire un rapport intermédiaire relatif à l'évolution de sa mission ou à d'éventuelles difficultés rencontrées dans l'exercice de celle-ci. Ce rapport est communiqué à la Chambre et propose, le cas échant, de décider d'exercer les pouvoirs prévus par la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires".

Votes :

Oui : 91

Arena Marie, Arens Josy, Bacquelaine Daniel, Baeselen Xavier, Becq Sonja, Bellot François, Blanchart Philippe, Bonte Hans, Burgeon Colette, Claes Ingrid, Clarinval David, Coëme Guy, Colinia Françoise, Collard Philippe, Cornil Jean, Daems Hendrik, Dallemagne Georges, De Block Maggie, De Bue Valérie, De Croo Herman, Defreyne Roland, della Faille de Leverghem Katia, Déom Valérie, De Permentier Corinne, De Potter Jenne, De Schamphelaere Mia, Deseyn Roel, Destrebecq Olivier, Detiège Maya, Dewael Patrick, Dierick Leen, Dieu Camille, Doomst Michel, Douifi Dalila, Ducarme Denis, Flahaut André, Flahaux Jean-Jacques, Fonck Catherine, Frédéric André, Galant Jacqueline, Geerts David, Giet Thierry, Gustin Luc, Hamal Olivier, Jadin Kattrin, Kindermans Gerald, Kitir Meryame, Lahaye-Battheu Sabien, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lavaux David, Lecomte Carine, Lejeune Josée, Libert Eric, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Milcamps Guy, Musin Linda, Muylle Nathalie, Nyssens Clotilde, Otlet Jacques, Peetermans Luc, Peeters Jan, Plasman

Cathy, Raemaekers Magda, Schiltz Willem-Frederik, Somers Bart, Somers Ine, Staelraeve Sofie, Tasiaux-De Neys Isabelle, Terwingen Raf, Thiébaut Eric, Tobback Bruno, Uyttersprot Ilse, Van Biesen Luk, Van Campenhout Ludo, Van Cauter Carina, Van Daele Lieve, Van den Bergh Jef, Vandenhove Ludwig, Van der Auwera Liesbeth, Van der Maelen Dirk, Van Grootenbrulle Bruno, Vautmans Hilde, Vercamer Stefaan, Verhaegen Mark, Verherstraeten Servais, Waterschoot Kristof, Wiaux Brigitte

Non : 0

Abstentions : 32

Annemans Gerolf, Balcaen Ronny, Boulet Juliette, Bultinck Koen, Cocriamont Patrick, Colen Alexandra, De Bont Rita, Dedecker Jean Marie, De Maght Martine, De Man Filip, De Rammelaere Els, D'haeseleer Guy, Genot Zoé, Gerkens Muriel, Gilkinet Georges, Goyvaerts Hagen, Jadot Eric, Jambon Jan, Lahssaini Fouad, Logghe Peter, Luykx Peter, Mortelmans Jan, Pas Barbara, Ponthier Annick, Schoofs Bert, Smeyers Sarah, Snoy et d'Oppuers Thérèse, Stevenheydens Bruno, Van der Straeten Tinne, Van de Velde Robert, Van Hecke Stefaan, Vanhie Paul.

Publications

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Documents parlementaires :

- 52 2416/001 (CHAMBRE)
  4-1604/1 (SÉNAT) DU 10 FÉVRIER 2010

Rapport sur la crise de l'emploi – Audition de M. Stefano Scarpetta (OCDE)

- 52 2378/001 (CHAMBRE)
  4-1606/1 (SÉNAT) DU 23 FÉVRIER 2010

Rapport sur les priorités de la présidence belge de l'Union européenne (juillet-décembre 2010)

Bulletin des questions et réponses :

- 52/092 DU 1ER FÉVRIER 2010

Questions et réponses écrites

- 52/093 DU 8 FÉVRIER 2010

Questions et réponses écrites

Conseil des ministres du 26 février 2010

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Harmonisation des législations européennes en matière de crédit à la consommation - Deuxième lecture.

Le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi relatif au crédit à la consommation, qui transpose en droit belge la directive européenne (directive 2008/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008, abrogeant la directive 27/102/CEE du Conseil) concernant les contrats de crédit aux consommateurs et améliore la loi actuelle (du 12 juin 1991) relative au crédit à la consommation en fonction de son évolution.
Cet avant-projet vise à maintenir l'équilibre entre les droits légitimes des prêteurs et la protection des consommateurs. Il complète la législation existante à deux niveaux.
Tout d'abord, l'avant-projet tend à harmoniser les législations des États membres pour assurer à tous les consommateurs européens un niveau équivalent de protection de leurs intérêts et pour créer un véritable marché intérieur. Cette harmonisation concerne certains domaines essentiels comme l'information précontractuelle, l'information contractuelle, le calcul du taux annuel effectif global, l'indemnité en cas de remboursement anticipé et le droit de rétractation (le délai de réflexion), qui passe de 7 à 14 jours.
D'autre part, la loi a été optimisée à plusieurs niveaux, ce qui en fait une des réformes les plus poussées du crédit à la consommation.
Ainsi le projet prévoit entre autres les modifications suivantes :

- la mention obligatoire sur toutes les publicités pour le crédit à la consommation: "Attention! Emprunter coûte de l'argent"
- l'interdiction de faire de la publicité pour le groupement de crédit
- des règles plus strictes en matière de publicité axée sur les consommateurs endettés ou spécifiquement axée sur la facilité et la rapidité d'obtenir le crédit
- l'obligation d'indiquer dans la publicité pour un crédit à la consommation, outre le taux annuel effectif global, également des montants concrets correspondant à ce que le client devra rembourser (sur la base d'un exemple concret)
- l'interdiction de rembourser en cash les sommes empruntées
- plus de flexibilité pour les consommateurs ayant des difficultés à rembourser
- agir plus sévèrement contre les pratiques malhonnêtes ou agressives par l'intermédiaire de contrôles plus fréquents et de sanctions plus sévères

Conseil des ministres du 26 février 2010

INDEMNITÉ VÉLO

Majoration du montant par kilomètre de l'indemnité pour utilisation d'une bicyclette.

Sur proposition de Mme Inge Vervotte, ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui vise à porter à 0,20 euros (au lieu de 0,15) le montant par kilomètre de l'indemnité pour utilisation d'une bicyclette pour les déplacements résidence/lieu de travail ou dans l'intérêt du service.
Ce projet, pris dans le cadre d'une politique de protection de l'environnement, exécute l'accord sectoriel 2009-2010 pour la fonction publique administrative fédérale en portant l'indemnité à la hauteur du montant fiscalement exonéré (indexé).
Par ailleurs, le Conseil des ministres a approuvé un second projet d'arrêté royal qui redéfinit le champ d'application de l'arrêté royal du 20 avril 1999 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel de certains services publics.

Conseil des ministres du 26 février 2010

SÉCURITÉ SOCIALE

Financement alternatif de la sécurité sociale.

Le Conseil des ministres a approuvé sept projets d'arrêtés royaux relatifs au financement alternatif de la sécurité sociale pour l'année 2010. Il a en outre approuvé cinq projets d'arrêtés royaux qui visent à octroyer des allocations spécifiques à l'Office national de l'emploi (ONEM) pour 2010.
Financement alternatif 2010.
Le montant attribué à l'ONEM pour le financement des conventions de premier emploi qui font partie, dans le secteur public, des projets globaux est fixé à 4.720.000 euros.
La majoration du montant du financement alternatif en vue du financement du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises est fixée à 2.246.000 euros.
Le montant destiné au financement de l'encadrement administratif des agences locales pour l'emploi est fixé à 19.810.000 euros.
Le montant prélevé du produit de la taxe sur la valeur ajoutée pour le financement des dépenses en matière de congé éducation payé est fixé à 20.004.000 euros.
Le montant prélevé des recettes de l'impôt des personnes physiques et de l'impôt des sociétés, qui est attribué à la sécurité sociale à titre d'effet retour fiscal des nouvelles réductions de cotisations sociales patronales, est fixé à 46.800.000 euros.
Le montant déduit du montant attribué à l'ONSS au titre de soutien à la recherche fondamentale, équivalent à l'effet retour en cotisations de sécurité sociale de la création des mandats de recherche, est fixé à 6.663.000 euros.
Le montant attribué au financement alternatif de l'assurance obligatoire soins de santé est fixé à 1.609.313.000 euros.

Allocations spécifiques à l'ONEM
Le montant de l'allocation spécifique attribuée à l'ONEM pour le financement des conventions de premier emploi est fixé à 18.419.000 euros.
Le montant de l'allocation spécifique attribuée à l'ONEM pour le financement de l'accord de coopération relatif à l'économie sociale est fixé à 2.000.000 d'euros.
Le montant de l'allocation spécifique attribuée à l'ONEM pour le financement du coût des cellules de mise à l'emploi est fixé à 62.850.000 euros.
Le montant de l'allocation spécifique attribuée à l'ONEM pour le financement des bonus de démarrage et de stage est fixé à 8.936.000 euros.
Le montant du prélèvement effectué sur les moyens disponibles auprès de l'ONSS-Gestion globale en vue du financement du fonds de formation titres-services est fixé à 2.311.000 euros

Conseil des ministres du 26 février 2010

DOUBLE IMPOSITION ET ÉVASION FISCALE

Assentiment au Protocole modifiant la Convention entre la Belgique et les Pays-Bas tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé l'avant-projet de loi portant assentiment au Protocole (signé à Berlin le 23 juin 2009) modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (signée à Luxembourg le 5 juin 2001), et adaptant la législation fiscale belge à certaines dispositions du Protocole.
Le Protocole étend le champ d'application de l'assistance administrative entre les administrations fiscales belge et néerlandaise à l'échange de renseignements bancaires pour l'application des dispositions de la Convention et de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination qui, dans le cas de la Belgique, sont perçus pour le compte de l'État fédéral, ou pour le compte des subdivisions politiques ou collectivités locales de la Belgique lorsque l'État fédéral en assure le service. Le Protocole s'intègre dans un processus de consolidation de la coopération internationale en matière fiscale entrepris à un niveau mondial.
Le Protocole sera applicable à partir du 1er janvier 2010. Par dérogation, les renseignements détenus par une banque ou un autre établissement financier peuvent déjà être demandés aux fins des impôts afférents aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier 2008.

Conseil des ministres du 26 février 2010

CEFTA

Assentiment à l'Accord sur les privilèges et immunités du Secrétariat du Central European Free Trade Agreement.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre des Affaires étrangères, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant assentiment à l'Accord entre la Belgique et l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine, la Moldavie, le Monténégro, la Serbie et la United Nations Interim Administration Mission in Kosovo, au nom du Kosovo, conformément la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les privilèges et immunités du Secrétariat du Central European Free Trade Agreement, signé à Bruxelles le 26 juin 2008.
Le Central European Free Trade Agreement (CEFTA), signé en 1992, groupait les quatre pays du Groupe Visegràd : la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie. Par la voie de la mise en application de cet accord de libre échange, les états parties visaient à réaliser les adaptations internes nécessaires en vue d'une adhésion future à l'Union européenne.
Au cours des années suivantes, la Slovénie, la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM) sont également devenues des États membres du CEFTA. Par l'adhésion récente (en 2004 et 2007) de la plupart de ces États à l'UE, il était devenu inutile pour ceux-ci de rester membres du CEFTA, qui se trouvait dès lors réduit à deux pays : la Croatie et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine.
En 2006, il fut décidé d'élargir le CEFTA aux autres pays des Balkans, qui avaient déjà, avec le soutien du Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est, conclu entre eux un certain nombre d'accords bilatéraux de libre échange. Le but était de préparer les pays concernés à l'adhésion à l'UE. En même temps, il fut décidé d'établir le Secrétariat du CEFTA à Bruxelles. Les privilèges et immunités de ce Secrétariat seraient repris dans un accord entre les Parties au CEFTA, c.-à-d. les États membres du CEFTA, et le pays hôte.
L'Accord vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités accordés par la Belgique au Secrétariat du CEFTA afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

Conseil des ministres du 26 février 2010

VIOLENCE ENVERS LES FONCTIONNAIRES DE POLICE

Élargissement des conditions d'octroi de l'assistance en justice pour les policiers.

Au vu de l'augmentation de la violence envers les fonctionnaires de police, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi qui vise à améliorer la position juridique des policiers en matière d'assistance en justice gratuite et de dommage aux biens.
La proposition de la ministre de l'Intérieur Annemie Turtelboom modifie tout d'abord les conditions légales d'octroi de l'assistance gratuite en justice qui n'était, jusqu'ici, octroyée que pour des actes ayant entraîné au moins un jour d'incapacité de travail pour le fonctionnaire. L'octroi de l'assistance en justice sera désormais lié à la condition d'un acte dommageable. L'autorité aura toutefois la compétence nécessaire d'appréciation afin d'éviter la prise en charge des citations téméraires.
Afin notamment d'éviter les cas de vengeance, l'avant-projet élargit en outre le champ d'application du dommage aux biens aux situations dans lesquelles le policier subit un dommage à la suite de l'exercice de ses fonctions (et non plus uniquement pendant).
Un arrêté royal sera élaboré afin de créer une réglementation uniforme et transparente en matière d'assistance en justice pour les fonctionnaires employés dans d'autres services.

Conseil des ministres du 26 février 2010

BRUSSELS INTERNATIONAL

Limitation des nuisances sonores de l'aéroport de Bruxelles-National.

Le Premier ministre Yves Leterme et le secrétaire d'État à la Mobilité Etienne Schouppe ont présenté au Conseil des ministres un état des lieux de la mise en œuvre des décisions prises par le gouvernement, le 19 décembre 2009, en vue de diminuer les nuisances sonores autour de l'aéroport de Bruxelles-National. Il s'agit entre autres de la limitation des vols de nuit, de l'utilisation préférentielle des pistes, de l'organisation du forum de concertation et du contrôle.

Modification des procédures

Le Conseil des ministres a approuvé les modifications proposées.
Il s'agit des nouvelles procédures de vol et de la procédure de sélection des pistes en usage, qui seront appliquées par Belgocontrol.
L'élaboration des procédures de vol et les restrictions d'exploitation pour l'aéroport de Bruxelles-National seront dotées d'un cadre juridique grâce à un avant-projet de loi relatif au cadre d'exploitation de l'aéroport de Bruxelles-National.
Toute modification du cadre juridique sera dorénavant soumise à un certain nombre d'obligations telles que l'exécution d'une étude de sécurité, d'une étude de capacité et d'études concernant l'impact sur la santé et l'environnement.

Groupe de travail statut espaces aériens

Un groupe de travail composé de représentants de Belgocontrol, de la Défense et de la Direction générale Transport aérien a identifié des possibilités d'amélioration du trafic autour des aéroports.

Accord de coopération

Une note de principe sera proposée par l'État fédéral aux Régions. Cette note servira de base à la rédaction d'une proposition pour un accord de coopération.

Demandes d'interpellation

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

- **0415 Défense nationale**

Interpellation de M. David GEERTS au ministre de la Défense sur « la fermeture accélérée des casernes ».

- **0416 Économie**

Interpellation de Mme Muriel GERKENS au ministre du Climat et de l'Énergie sur « la discrimination des consommateurs belges en matière de prix du livre ».

- **0417 Justice**

Interpellation de M. Bruno STEVENHEYDENS au ministre de la Justice sur « la surpopulation dans nos prisons et le recours limité à la possibilité de faire purger la peine de prison dans le pays d'origine ».

Projets de loi, propositions, rapports de commissions et compte-rendus

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission….) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être consultés sur www.lachambre.be sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous-rubrique mentionne les documents les plus récents. Tous les documents parlementaires peuvent être commandés sous la rubrique « Publications » (voir colonne à droite).

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique «Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).

Avis du Conseil d'Etat

La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).

Le document reprend les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.

- **DOC 52 1817/002 DU 5 FÉVRIER 2010**

Avis du Conseil d'État n° 47.423/AV du 19 janvier 2010 sur la proposition de loi modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le règlement transactionnel et la déclaration libératoire

Assemblées parlementaires internationales

BRUXELLES, 22 FÉVRIER 2010

M. HERMAN DE CROO, PRÉSIDENT DU COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DE QUESTIONS EUROPÉENNES, REÇOIT UNE DÉLÉGATION DU PARLEMENT ISLANDAIS

Le 22 février 2010, M. Herman De Croo, Président du Comité d'avis chargé de questions européennes, a reçu une délégation du Parlement islandais (l'Althing). La délégation était composée des membres suivants: le Président de la commission des Affaires étrangères, M. Arni Thor Sigurdsson (du parti de gauche écologique), la vice-présidente de cette commission, Mme Valgerour Bjarnadottir (du parti social-démocrate) et Mme Jonina Ros Gudmundsdottir (du parti social-démocrate).

Les négociations entre l'Union européenne et l'Islande relatives à l'adhésion à l'Union européenne ont été évoquées au cours du déjeuner de travail.

Il a également été question de la crise bancaire qui a eu des conséquences désastreuses pour l'économie islandaise. Les discussions sur le remboursement des dettes issues de la faillite de la banque internet Icesave se trouvent ainsi au centre de l'actualité. Le président islandais a refusé de signer un protocole de remboursement et un référendum sera organisé à ce sujet le 6 mars 2010.

M. Herman De Croo, Président du Comité d'avis chargé de questions européennes, a expliqué le fonctionnement du Comité d'avis chargé de questions européennes et la procédure de suivi des questions européennes au Parlement fédéral. Il soutient les démarches accomplies par l'Islande en vue de son adhésion à l'Union européenne.